

COMMENTAIRES SUR LES CONTROLES ET LES RESULTATS DES CELLULES D'ARRONDISSEMENT 2018

Afin d'avoir une bonne compréhension des résultats des cellules d'arrondissement 2018, vous trouverez ci-dessous une courte description de certains termes et une explication des chiffres.

Les chiffres que vous trouverez plus loin dans le document ne concernent que les actions menées en commun dans le cadre du fonctionnement des cellules d'arrondissement dans leur "lutte contre la fraude sociale". Ils ne constituent qu'une seule partie de la globalité des contrôles effectués par les différents services d'inspection sociaux fédéraux (au total plus de 100.000 contrôles par an). Chaque service d'inspection effectue, de manière autonome, des contrôles dans la lutte contre la fraude sociale, en plus d'autres types de contrôle relevant de leurs compétences spécifiques et des autres tâches faisant partie de leur activité principale. Vous pouvez retrouver des informations plus détaillées sur les sites respectifs des services d'inspection ainsi que dans leurs rapports annuels.

LA CELLULE D'ARRONDISSEMENT

La cellule d'arrondissement (dénommée ci-après "cellule") est un organe (et une composante du SIRS – Service d'Information et de Recherche Sociale) instituée par arrondissement judiciaire ou par province et présidée par l'auditeur du travail (chef de corps ou auditeur de division). Sous certaines conditions, les cellules d'arrondissement peuvent être fusionnées (ex. Gand + Audenarde) ou scindées.

Chaque cellule est composée d'un représentant des services d'inspection de l'Office National de l'Emploi (ONEm), de l'Office National de Sécurité Sociale (ONSS), du Contrôle des Lois Sociales (CLS) du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale (SPF ETCS), de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI) et de l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité (INAMI). Un représentant du Service public fédéral Finances, un magistrat du Parquet du Procureur du Roi, un membre de la police fédérale siègent aussi dans les cellules, et des représentants des autres institutions publiques de sécurité sociale peuvent être invités.

Les services d'inspection régionale, compétents en matière d'emploi peuvent également faire partie des cellules d'arrondissement.

LES MISSIONS DES CELLULES

Au niveau local, la mission principale des cellules est d'organiser et de coordonner les contrôles du respect des différentes législations sociales en rapport avec le travail illégal et la fraude sociale.

En outre, chaque cellule :

- Fournit les informations permettant de dresser le bilan des actions communes menées par les services d'inspection ;

- Informe les membres de la cellule d'arrondissement du suivi des dossiers traités par les services d'inspection sociale et poursuivis devant les tribunaux ainsi que des jurisprudences pertinentes pour les services d'inspection
- Exécute les directives et les instructions du Bureau fédéral d'orientation du SIRS
- Met sur pied des informations et des formations à destination des membres des services participant aux réunions de la cellule
- Assure la formation continue des membres en matière de droit pénal social.

Une des tâches du Service d'Information et de Recherche sociale (SIRS) est d'orienter les actions que les cellules d'arrondissement mènent, dans leur lutte contre le travail illégal et la fraude sociale. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de l'exécution du plan d'action annuel visant la lutte contre la fraude sociale.

LES ACTIONS DE CONTROLE DES CELLULES D'ARRONDISSEMENT

Caractéristiques des actions de contrôle d'une cellule d'arrondissement :

- mises en place pour lutter contre la fraude sociale et le travail illégal ;
- effectuées sur le lieu de travail (chantiers, cuisine et salle d'un restaurant,...) ;
- contrôler des employeurs et travailleurs belges et étrangers ;
- elles ne sont pas annoncées aux employeurs ;
- effectuées en commun par au moins deux des services qui font partie de la cellule et avec la coopération d'au moins un des cinq services fédéraux d'inspection sociale (Contrôle des Lois Sociales, Office National de l'Emploi, Office National de Sécurité Sociale, Institut national d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants, Institut National d'Assurance Maladie - Invalidité), vu que ces cinq services ont des compétences communes en matière de fraude sociale et de travail illégal ;
- analysées lors des réunions cellules.

Toutes les actions précédentes sont évaluées lors de la réunion mensuelle de la cellule et de nouvelles actions communes sont planifiées lors des réunions du Groupe restreint d'Intervention Régionale (GIR).

Outre le fait que ces actions sont exécutées en commun (en collaboration avec les inspecteurs des différents services d'inspection) il s'agit en général de contrôles « hit and run » visant à constater des infractions « travail en noir » et fraude sociale. Ce type de contrôle, qui a souvent lieu dans de petites entreprises demande parfois des investigations supplémentaires, lesquelles, ne peuvent souvent être menées que par le service d'inspection concerné, compétent en la matière pour laquelle l'infraction est constatée. Ces contrôles supplémentaires ne relèvent plus de la définition des contrôles communs organisés en « cellules ».

Les actions « cellules » visent aussi bien les fraudes aux cotisations sociales que les fraudes aux allocations sociales.

DES NORMES POUR LES ACTIONS DES CELLULES

Chaque année, les objectifs pour les différentes cellules d'arrondissement sont fixés dans le plan d'action du SIRS ; tant le total de contrôles à mener, que le nombre de contrôles positifs et les secteurs à contrôler prioritairement (voir infra).

Lors de l'élaboration de ce plan d'action il est tenu compte du personnel disponible au sein des différents services d'inspection.

Depuis 2015 ce plan d'action du SIRS est intégré dans le plan d'action de lutte contre la fraude sociale du secrétaire d'Etat compétent pour la lutte contre la fraude sociale.

Les 18 cellules d'arrondissement sont chacune responsables de l'organisation et de la coordination d'au moins deux jours de contrôle par mois.

Les normes quantitatives pour 2018

En 2018, le nombre minimum de contrôles à effectuer a été maintenu à 10.000 et ce malgré le nombre peu élevé d'inspecteurs sociaux et d'autre part l'accroissement de l'occupation de travailleurs détachés et indépendants en Belgique ; ceci implique que les contrôles demandent beaucoup de temps, vu la complexité des fraudes constatées (fraude transfrontalière, faux indépendants, pratiques de dumping social). Conformément au plan action 2018 approuvé par le conseil des Ministres, la lutte contre les pratiques de dumping social mise en place en 2014 est maintenue en 2018. Ces contrôles ne sont pas confiés aux cellules d'arrondissement (qui réalisent surtout des contrôles de type « hit and run »), mais sont effectués par les cellules provinciales spécialisées composées d'inspecteurs sociaux des cellules GOT de l'Inspection de l'ONSS et des cellules RESEAU du Contrôle des lois sociales, assistés par des inspecteurs de l'INASTI (service ECL) et de la cellule datamining de l'ONSS. Ces cellules de contrôle ont plusieurs années d'expérience en matière de fraude transfrontalière, de contrôle des travailleurs étrangers et des travailleurs détachés (au sein de l'EEE) et des faux indépendants.

Les résultats des contrôles portant sur le dumping social effectués par les cellules provinciales spécialisées ne font pas partie des résultats des contrôles effectués par les cellules d'arrondissement en dépit du fait qu'il est souvent fait appel à elles. Conformément au plan d'action 2018, 500 contrôles dumping social au moins doivent être effectués.

Pour l'année 2018, le nombre de secteurs obligatoires à contrôler est passé de 12 à 13. Ceci est lié aux secteurs qui ont signé un protocole de coopération avec le SIRS ou qui ont conclu un PEC avec la Cellule stratégique du Secrétaire d'Etat à la lutte contre la fraude sociale, les ministres compétents et les services d'inspection sociale. Les partenaires sociaux sont également impliqués dans ce processus et ont signé les protocoles et les PEC.

- **Objectif total : 10.000 contrôles**, pour tous les secteurs d'activité ensemble ;
- Nombre de contrôles dans le secteur de la construction : 2.000
- Nombre de contrôles dans l'Horeca : 2.200
- Nombre de contrôles dans le secteur du nettoyage industriel : 270
- Nombre de contrôles dans le secteur électrotechnique : 400
- Nombre de contrôles dans le secteur de la métallurgie : 100
- Nombre de contrôles dans les secteurs verts (agriculture, horticulture et parcs / jardins) : 100
- Nombre de contrôles dans le secteur du garage et car-washes : 150
- Nombre de contrôles dans le secteur du fret : 600
- Nombre de contrôles dans le secteur des taxis : 50
- Nombre de contrôles dans le secteur des déménageurs : 40
- Nombre de contrôles dans le secteur du gardiennage : 40
- Nombre de contrôles dans le secteur de la viande (abattage, découpe et désossage) : 50
- Nombre de contrôles dans le secteur pompes funèbres : 50

La répartition du quota par arrondissement judiciaire répond à la réalité socio-économique de chaque arrondissement judiciaire, au personnel d'inspection disponible ainsi qu'au souci du

Gouvernement de veiller à un traitement équitable, sur l'ensemble du pays, au niveau des entreprises contrôlées.

Les secteurs de la construction, de l'Horeca et du nettoyage sont des secteurs sensibles à la fraude et par conséquent restent des secteurs à contrôler obligatoirement par chaque cellule d'arrondissement (objectif minimal fixé pour chaque cellule dans les treize secteurs à contrôler de manière obligatoire – voir plan d'action 2018).

Les normes qualitatives pour 2018

En plus de la norme quantitative, on prête également attention à la qualité des actions des cellules. Il est demandé aux cellules d'arrondissement de veiller à ce que les contrôles ciblés dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale aient le plus souvent possible une suite positive.

En 2013, le pourcentage de "contrôles positifs", c.-à-d. les contrôles avec constat d'infractions, est passé de 25% à 28 %, pourcentage également prévu pour 2017 et 2018. Cela implique qu'une attention plus pointue doit être portée à la préparation des contrôles afin d'en accroître l'efficacité en vue d'améliorer la qualité du contrôle et aboutir ainsi à davantage de constats d'infractions. L'attention est de plus en plus accordée au datamining et au datamatching.

Pour calculer le nombre des « contrôles positifs » il est tenu compte des situations suivantes :

- Pro-Justitia pour les infractions en Dimona, Limosa, occupation à temps partiel, chômage et occupation de main-d'œuvre étrangère (voir infra) ;
- Litiges allocations sociales Office National de l'Emploi (ONEm), Service fédéral des pensions (SFP, avant ONP) et Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité (INAMI)
- Manquement 30 bis (déclaration des travaux auprès de l'ONSS)
- Manquement Checkin@work (enregistrement des présences dans quelques secteurs) ;
- Infraction affiliation des indépendants à un fonds/une caisse d'assurance sociale (Institut National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants – INASTI)

Les secteurs à contrôler prioritairement

Les secteurs de la construction, de l'Horeca et du nettoyage industriel étaient, en 2018 comme en 2017, des secteurs prioritaires à contrôler. Le plan d'action 2018 prévoit 13 secteurs à contrôler en priorité (ajout du secteur pompes funèbres) :

- Vu que ces secteurs sont des secteurs sensibles à la fraude en raison de l'utilisation d'une main-d'œuvre peu qualifiée, souvent source de travail non déclaré ;
- En raison de l'augmentation des infractions constatées en matière de « travail non déclaré » dans certains secteurs au cours des dernières années ;
- Etant donné l'augmentation de l'occupation dans un certain nombre de secteurs, de travailleurs étrangers, détachés ou non en provenance d'autres pays européens, pour lesquels des infractions flagrantes ou des cas de fraude graves à la réglementation du travail et à la sécurité sociale belges sont souvent constatés (occupation illégale, faux statuts, faux détachements, mise à disposition illégale, chaîne de sous-traitants malhonnêtes, etc.) ;
- Vu que des accords de coopération sont conclus entre les partenaires sociaux et les différents services d'inspection sociale et / ou des plans de concurrence loyale (PCL) avec ces secteurs. Pour plus d'explications, veuillez-vous référer au site web du SIRS (www.sirs.belgique.be) ;

Outre ces secteurs précités, une attention particulière a été également demandée aux cellules pour les employeurs « récidivistes » ayant déjà fait l'objet d'une condamnation pénale, d'un règlement à l'amiable ou d'une amende administrative suite à une infraction précédente en matière de législation sociale.

COMMENTAIRES SUR LES TABLEAUX “Résultats des Cellules d'arrondissement”

Tous les chiffres se réfèrent aux actions de cellules effectuées en commun. Les contrôles menés par les services d'inspection en dehors de la cellule, n'y sont pas repris. Pour ceux-ci, on peut se référer aux rapports annuels des différents services.

Si un tableau n'exige aucune explication, il n'est pas repris ci-après.

Tableau 2: nombre de contrôles par cellule, par secteur (2018)

Les secteurs sont dénommés et groupés selon les codes NACE (codes européens qui déterminent les secteurs d'activité). Chaque cellule utilise ces codes pour l'enregistrement des enquêtes.

“Industrie” = fabrication et manipulation des produits au sens large, aussi bien alimentation, textile et vêtements, la chimie, le métal etc.

“Agriculture, sylviculture et pêche” : ce code NACE est utilisé par les services d'inspection sociale dans les contrôles menés dans les secteurs de l'agriculture et de l'horticulture.

Activités liées à l'emploi = entreprises spécialisées en sous-traitance et placement des travailleurs, mais principalement des bureaux d'intérim mettant des intérimaires à disposition des utilisateurs.

Ce tableau montre que la construction et l'Horeca sont les secteurs les plus contrôlés (presque la moitié du nombre total de contrôles effectués). Ceci vient du fait que dans ces 2 secteurs, un nombre imposé de contrôle doit être mené dans chaque cellule. L'HORECA reste le secteur le plus contrôlé en 2018 (presque 25%) suivi de la construction en seconde place

En 2018, toutes les cellules ont réalisé 14.051 contrôles en commun, soit plus que le minimum de 10.000 contrôles fixés dans le «Plan d'action 2018 pour la lutte contre la fraude sociale».

Tableau 3: personnes contrôlées par cellule (2018)

Salariés et indépendants par contrôle = le nombre de travailleurs et d'indépendants contrôlés durant les contrôles et le pourcentage d'indépendants (employeur ou non) constatés et contrôlés sur le lieu de travail.

Le ratio de travailleurs salariés et de travailleurs indépendants par contrôle indique le nombre moyen de personnes qui ont été contrôlées.

Tableau 4bis: nombre de personnes concernées par les infractions dans les matières « travail au noir » par cellule et par secteur (2018)

Travail au noir = les matières « travail en noir » sont reprises dans le tableau 5. Le tableau 4bis donne l'aperçu du nombre de personnes (salariés et indépendants) en infraction lors des contrôles, pour une ou plusieurs de ces matières.

Tableau 5: nombre d'infractions « travail au noir » par matière et par cellule (2018)

Dimona = « **D**éclaration **I**mmédiate **O**nmiddellijke **A**angifte ». Banque de données électronique où sont tenues à jour, les déclarations du début et de fin de contrat. Chaque employeur est tenu de communiquer le début d'engagement au système de sécurité sociale, au plus tard au moment de l'occupation proprement dite. L'employeur est également obligé de communiquer chaque fin de contrat.

Main d'œuvre étrangère – sanction lourde : Cette infraction concerne l'occupation des travailleurs étrangers en défaut de permis de travail et de permis de séjour alors qu'ils sont soumis à cette obligation. Ils résident donc illégalement dans le pays et sont pourtant employés.

Main d'œuvre étrangère – sanction légère : cette infraction vise l'occupation des travailleurs étrangers qui sont admissibles ou autorisés à un séjour de plus de 3 mois en Belgique, mais qui ne disposent pas de permis de travail valable, alors qu'ils sont soumis à cette obligation en leur qualité de travailleur.

Main d'œuvre étrangère – carte professionnelle : Il s'agit des infractions relatives à l'exercice par les étrangers d'activités professionnelles indépendantes en Belgique, sans que ceux-ci ne disposent de la carte professionnelle obligatoire.

Sécurité sociale : à ne pas confondre avec les infractions Dimona. Il s'agit ici du non-paiement des provisions des cotisations de sécurité sociale et des cotisations patronales spécifiques portant sur diverses indemnités complémentaires, d'assujettissements frauduleux à la sécurité sociale et de défauts de déclaration.

Limosa= banque de données électronique spécifique pour les déclarations d'exécution des travaux en Belgique par des travailleurs ou indépendants étrangers. Sous certaines conditions, les étrangers continuent à être soumis à la sécurité sociale de leur pays d'origine, et ne doivent donc pas payer leurs cotisations sociales en Belgique.

Tableau 6.1: infractions Dimona par cellule et par suite (2018)

Avertissement : l'inspecteur social constate une infraction. Celle-ci est d'une nature telle que l'avertissement (généralement par écrit) pour se mettre en règle dans un délai précis est suffisant. Cette régularisation sera suivie par le service d'inspection compétent. Cet avertissement s'inscrit dans le cadre du droit d'appréciation de l'inspecteur social lorsqu'il constate une infraction. S'il constate des infractions graves, il dressera généralement P-J.

Pro Justitia : communication des infractions par le biais d'un « procès-verbal de constatation d'infraction » aux autorités judiciaires (généralement l'auditeur du travail, parfois le procureur du Roi)

Rapport pénal : constat d'infractions transmis à l'autorité judiciaire (auditeur du travail, procureur du Roi) sous une autre forme que le pro justitia. Cette forme de suite est rare.

Autre traitement : tout autre traitement qui ne se limite pas à une vérification d'usage (ex : suite d'enquête chez l'employeur au siège social, rapport d'enquête transmis à un service tiers, ...).

Tableau 6.4: infractions chômage par cellule et par suite (2018)

Par l'inspection de l'ONEm vers Litiges ONEm : Infraction en matière chômage, constatée par un inspecteur social de l'ONEm, transmise directement au service Litiges de l'ONEm sans pro justitia. Ce service examinera le dossier et prendra la décision appropriée.

Par autres inspections vers ONEm ou Auditeur du travail : infraction en matière de chômage, constatée par un inspecteur social d'un service autre que l'ONEM et transmise, soit à l'auditorat du travail, soit au service Litiges de l'ONEm.

Dans les deux cas, il s'agit d'infractions constatées dans le chef de travailleurs-chômeurs et d'employeurs (qui occupent sciemment des chômeurs)

Tableau 7: infractions par contrôle, toutes matières et "travail au noir", par cellule (2018)

Une distinction est faite entre les infractions constatées pour toutes les matières légales ensemble et pour celles qui concernent spécifiquement les matières « travail au noir ».

Il s'avère que plus de deux tiers des infractions constatées concernent les matières « travail au noir » (5.590 sur 8.272). Une moyenne totale de 0,4 (voir total général) indique qu'on a constaté des infractions travail au noir dans 4 contrôles sur 10.

Les communications aux IPSS (Institution Publique de Sécurité Sociale) concernent des infractions probables, constatées par d'autres services d'inspection et qui sont communiquées pour contrôle approfondi aux institutions concernées (Service fédéral des Pensions, INAMI et INASTI).

Commentaire sur les chiffres 2018

Du point de vue de la lutte contre la fraude sociale, les résultats sont très positifs.

Aussi bien les objectifs minimum pour le total des contrôles à effectuer (14.051 pour les 10.000 demandés) que le nombre de contrôles obligatoires à mener dans les 13 secteurs ont été largement atteints.

Le nombre de contrôles positifs (28% sur les 10.000 demandés) score très haut avec un résultat moyen de 32% sur les 14.051 contrôles effectués; 35% dans le secteur de la construction, 42% dans le secteur des garages et car-washes et même 43% dans le secteur Horeca.

On peut en déduire que la qualité des contrôles effectués est très élevée. Ceci peut s'expliquer, entre autres, par la bonne circulation de l'information au sein des cellules d'arrondissement, concernant les infractions possibles à la législation sociale, et un recours croissant au datamining. Ce qui permet d'encore mieux préparer et cibler les contrôles, toujours dans le but de mieux lutter contre la fraude sociale. Cet effort ne pourra être poursuivi que si les moyens humains et matériels des services d'inspection sont maintenus à leur niveau actuel, compte tenu notamment des nombreux départs à la retraite annoncés.

Le tableau 8 donne un aperçu des secteurs sensibles à la fraude ; la majorité des infractions (cfr colonne infractions et nombre moyen « toutes matières ») ont été constatées dans le secteur Horeca (en moyenne 0,86 infractions constatées par contrôle, dont 0,69 travail au noir), suivi par les secteurs garages + car-washes et le secteur des activités de services administratifs et de soutien.

Si on établit la comparaison avec le pourcentage des contrôles positifs (toujours vis-à-vis de la fraude sociale, toutes matières), l'Horeca et le secteur des garages avec le sous-secteur car-washes en particulier se situent au sommet du classement, suivi par le secteur des activités de services administratifs et de soutien et le secteurs déménagements. Cela correspond approximativement aux chiffres que l'on retrouve dans la colonne "nombre moyen d'infractions travail au noir".
